

Dossier de presse

Jeudi 29 juin 2017 - 11h

Objet : Dans le prolongement du mouvement initié par les médecins radiologues en mars 2017, et compte tenu du changement de Gouvernement, la FNMR souhaite vous présenter en avant-première son projet pour une Nouvelle Imagerie Médicale Libérale.

Oui à une

Nouvelle
Imagerie
Médicale
Libérale



Intervention du Docteur Jean-Philippe MASSON Président de la FNMR

Quatre mois après les actions menées par les médecins radiologues libéraux il nous a semblé utile de faire un point d'étape.

Bref historique :

Au mois de février 2017, Nicolas Revel, directeur général de la CNAM, impose de façon unilatérale **une baisse de la valeur des forfaits techniques scanner et IRM** (somme qui ne sert exclusivement qu'à l'investissement et au fonctionnement des équipements d'imagerie en coupe) et **la suppression du supplément Z**, spécifique à la radiologie, destiné à couvrir les charges élevées liées à l'investissement des structures de radiologie en matériel performant, de dernière génération permettant notamment de réduire l'exposition aux X.

Depuis près de 10 ans, l'imagerie médicale a subi de nombreuses fortes baisses tarifaires. Les limites sont maintenant atteintes : des dizaines de cabinets ont fermé et de nombreux centres scanner ou IRM enregistrent des déficits.

Les médecins radiologues ont alors décidé de plusieurs actions et ont interpellé leurs élus et futurs élus

Tout d'abord, une action forte : la fermeture de leur cabinet une journée le 23 mars.

80 % des centres d'imagerie étaient fermés ce jour-là.

Tous les syndicats médicaux signataires ou non de la convention, le conseil professionnel de la radiologie (G4), le syndicat des médecins nucléaires et celui des radiothérapeutes, le syndicat des jeunes biologistes, le syndicat des radiologues hospitaliers et celui des internes en radiologie ont soutenu cette action.

Grâce à la couverture médiatique sans précédent, dont je vous remercie, un français sur deux a pu être informé de cette situation aberrante, dangereuse pour la prise en charge de la santé des patients.

Depuis cette date, la FNMR a lancé **une seconde action**, soutenue par la CSMF, la FMF, le SML, le Conseil professionnel de la radiologie française (le G4), et le syndicat des médecins nucléaires. Nous avons déposé deux recours en Conseil d'État: l'un pour obtenir l'abrogation de l'article 99 et l'autre pour le rétablissement du supplément Z.

Nous sommes dans l'attente des résultats de ces recours.

Depuis, si les élections présidentielles et législatives ont été la préoccupation principale des Français et des médias, la FNMR a continué sa réflexion avec l'ensemble des radiologues libéraux et a préparé : un « **projet pour une nouvelle imagerie médicale libérale** ».

Emmanuel Macron, a déclaré, lors de sa campagne, qu'il fallait faire de la politique autrement, qu'il fallait promouvoir l'innovation, qu'il fallait changer de logiciel. Les médecins radiologues libéraux français relèvent le défi et lui disent : « chiche ».

Le Président Macron veut changer de politique ? Alors il faut arrêter cette gestion comptable imposée par la caisse d'assurance-maladie sur la radiologie depuis 20 ans, encore accentuée par Marisol Touraine.

Que proposent les médecins radiologues libéraux ?

La radiologie est un pôle structurant pour les soins primaires. Cette affirmation, confirmée par la Cour des Comptes dans son dernier rapport, est perceptible par tous, tous les jours, dans tous les territoires.

S'il n'y a plus assez de radiologues, si le maillage territorial disparaît, il n'y aura plus de médecins généralistes qui viendront s'installer, ceux-ci ayant besoin de leurs collègues radiologues pour pouvoir poser des diagnostics rapides et précis pour leurs patients.

Une enquête réalisée il y a plusieurs années par la FNMR auprès des médecins généralistes (imago) jugeait que pour 96 % d'entre eux la présence d'un radiologue proche de leur cabinet était indispensable.

Ce projet que nous vous présentons aujourd'hui ou tout du moins son canevas, fait l'objet d'une consultation auprès de l'ensemble des radiologues libéraux de France et sera enrichi pendant l'été par leur réflexion, leur expérience sur le terrain.

Le projet définitif sera présenté lors de la réunion d'information organisée par la FNMR aux journées françaises de radiologie 2017 mi-octobre.

Neuf mesures urgentes à prendre.

Ce projet, preuve de la volonté des médecins radiologues libéraux français de construire un nouveau mode de fonctionnement et d'organisation des soins primaires en France, sera présenté dès la semaine prochaine aux équipes du premier ministre et la semaine suivante à celles du ministère de la santé.

Il est bien évident que le préalable à toute discussion entre la FNMR et les pouvoirs publics ne peut être que **la suppression de l'article 99** qui empêche toute relation de confiance entre les tutelles, ministère, caisse d'assurance-maladie, responsables politiques, et les médecins libéraux français.

En fonction du résultat de ces rencontres la FNMR décidera de la suite des actions qui seront menées.

Nous venons de passer une période caniculaire qui pourrait augurer un été du même type. Attention à ce que la rentrée ne soit pas également très chaude.

